

DECLARATION C.G.T.

CTPL du 22 février 2008

Vous nous convoquez aujourd'hui, pour nous informer de la suppression d'effectifs dans le département suite aux résultats de l'ORE.

Il s'agit pour vous de supprimer simplement 22 emplois dans ce département en 2008, après ceux supprimés de 2003 à 2007, nous arrivons à plus de 100 suppressions.

Vous ne serez pas surpris d'apprendre que nous refusons de débattre sur ce nouveau plan de rigueur de suppressions, sur des décisions politiques qui remettent en cause le Service Public.

Nous rejetons la logique d'un Outil au service des Réductions d'Effectifs et de l'accélération des restructurations du réseau. Peut on discuter de la localisation des suppressions d'emplois et de leur bien fondé? Existe-t il réellement un secteur avec trop d'agents ? Faut il préserver les postes comptables au détriment des services de la TG ou l'inverse ?

Quelles que soient vos solutions, cela se fera au détriment des agents, des conditions de travail, conséquences désastreuses et inacceptables du contrat pluriannuel de performance construit essentiellement sur les gains de productivité dont vous vantez les mérites et soutenez le dogme pour en appliquer d'une manière purement comptable les paramètres.

Cette recherche effrénée de rentabilité fragilise encore un peu plus nos missions.

Nous entrons bien là dans une phase où nous allons avoir de plus en plus d'objectifs avec de moins en moins d'agents et ce n'est pas la fusion qui s'annonce qui permettra de soulager et de remotiver les agents dans leur quotidien.

Nous sommes convaincus qu'il est possible d'améliorer, de renforcer un Service Public de qualité en abandonnant cette logique libérale qui vise à le faire disparaître.

Devant le mépris affiché à tous les niveaux de l'administration, du ministère et de l'Etat vis-à-vis des Personnels et de leur aspirations quant aux emplois notamment , nous ne participerons pas aux débats de ce point à l'ordre du jour.